

La Constitution

C'est à cause de ces propositions constitutionnelles et de l'avenir de notre pays que nous sommes ici ce soir pour parler à tous ceux qui entendront dans l'espoir qu'ils écouteront.

Je crois que le Canada peut être bien des choses différentes. C'est un beau pays qui s'étend au nord, au sud, à l'ouest et à l'est et qui est peuplé de gens merveilleux au coeur aussi grand que le pays lui-même.

Avant tout, le Canada est ce que l'on en fait. C'est un endroit où des personnes et un gouvernement compatissants peuvent peser dans la balance. C'est comme une courtepoinette en *patchwork* dont tous les carrés ont un dessin différent. Aujourd'hui, la courtepoinette est usée à ses extrémités et elle commence à s'effiloche, mais mon carré de Winnipeg-Nord espère toujours que cette courtepoinette peut encore nous garder au chaud même en ces temps troublés.

L'économie a causé des craintes à mes électeurs pour l'année prochaine. Ils craignent de perdre leur emploi ou de ne plus jamais pouvoir en trouver un. C'est là leur principale préoccupation. Je suis heureux de dire que le chef de mon parti a annoncé au nom du caucus du Parti libéral une proposition en cinq points dans le but de relancer l'économie et de redonner du travail aux Canadiens.

Je suis également heureux de dire que ce gouvernement a déjà accepté l'une de ces propositions, qui viennent à point pour mes électeurs inquiets pour leur famille et leur avenir.

Pour eux, la plus grande partie du débat constitutionnel est comme qui dirait des bribes de conversation qu'ils saisissent au passage, mais qui leur échappent.

À leur avis, les 28 propositions sont trop vastes, laissent peu de marge de manoeuvre, et ils n'ont pas le temps de s'y attarder, ayant actuellement d'autres soucis. Ils en ont cependant relevé trois ou quatre qui méritent l'attention du gouvernement fédéral.

Premièrement, la société distincte. Ils veulent que cette question soit au premier plan du débat. Ils veulent qu'elle soit réglée. La plupart d'entre eux n'ont que des bonnes choses à dire à l'endroit du Québec et désirent un Canada uni.

À leur avis, il faut en finir une fois pour toutes avec cette question et panser les blessures.

Deuxièmement, la réforme du Sénat: les habitants de ma circonscription estiment que l'Ouest est sous-représenté

à Ottawa et veulent un Sénat élu, efficace et à représentation égale.

Troisièmement, l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones: les habitants de Winnipeg-Nord s'inquiètent de la santé et de l'avenir de nos peuples autochtones. Nombre des habitants de ma circonscription sont originaires d'autres pays et considèrent aujourd'hui le nôtre comme leur patrie. Cependant, il n'est pas juste à leur avis d'évincer un peuple pour un autre, une race pour une autre, une culture pour une autre. Nous pouvons tous vivre dans ce pays de façon harmonieuse, indépendante et digne.

Quatrièmement, ils voudraient voir un gouvernement central fort et humain.

J'ai eu davantage de temps pour étudier les propositions. Ça fait partie de mon travail. Je pense que ce que je vais dire reflète l'opinion des habitants de ma circonscription.

J'observe mes collègues. Je les connais personnellement grâce au travail que nous accomplissons pour les collectivités du Canada. Je suis en communion avec eux. Je suis convaincu que je peux parler librement avec vous de mes sentiments à l'égard de notre avenir dans le pays où nous nous considérons chez nous—pour la plupart, leur pays de naissance; pour moi et d'autres, notre pays d'adoption.

Qu'est-ce que l'avenir réserve à notre pays? Où serons-nous quand aura séché l'encre dont est écrite notre nouvelle Constitution? Aurons-nous régressé davantage ou progressé davantage? Cela dépend de vous et moi.

Ici au Canada, on a pris pour acquis beaucoup de choses durant de nombreuses années. Les gens croyaient qu'ils auraient un emploi, une maison pour leur famille, un revenu suffisant pour leur retraite, un brillant avenir pour leurs enfants. Ce sont certaines des choses que nous estimons nous être dues, mais le seul fait d'être Canadien n'est pas une garantie que nous jouirons de toutes ces choses. Nous devons lutter pour les obtenir.

Il y a une affirmation en particulier dans les nouvelles propositions constitutionnelles qui devrait déclencher une révolution. En réponse aux critiques, le gouvernement du Canada a décidé qu'il s'engageait à n'entreprendre aucun nouveau programme cofinancé ni transferts conditionnels dans les domaines de compétence exclusivement provinciale sans l'approbation d'au moins sept provinces représentant 50 p. 100 de la population.